

Infrastructures cyclables : cadre réglementaire et obligations légales

Didier Caudoux
DGITM / DMR / ENT

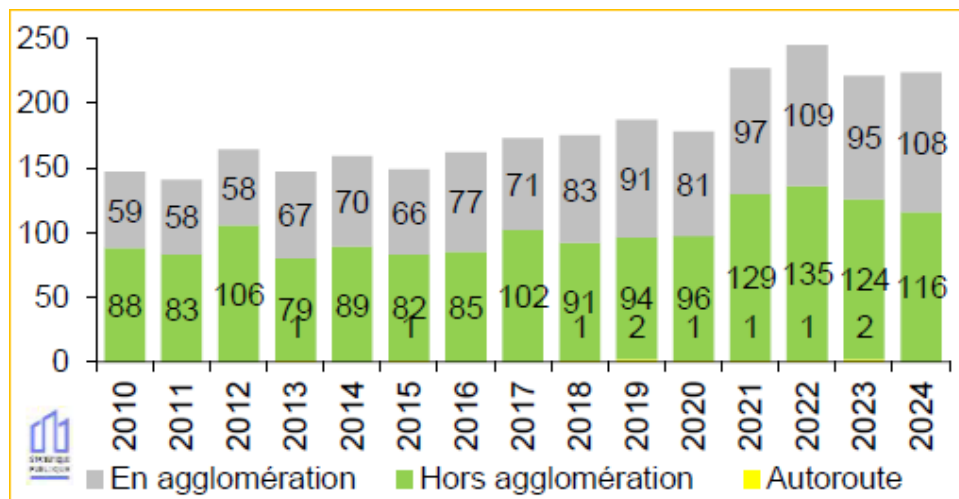
Développer la pratique du vélo

- Une volonté gouvernementale de développer les modes actifs, notamment le vélo
- Pour cela, une volonté de développer les infrastructures cyclables
- En veillant à
 - L'attractivité (niveau de service, confort),
 - La sécurité des usagers



La sécurité : une préoccupation constante

- **La mortalité cycliste augmente (ONISR)**
notamment en agglomération
et touche beaucoup les + de 65 ans
- **La part des EDPM dans les accidents est également en croissance**



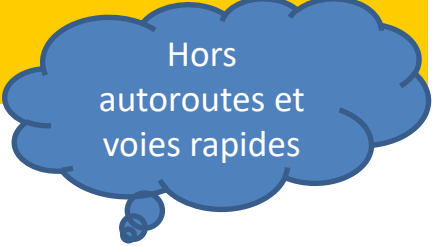
Évolution de la mortalité et du nombre de blessés estimés en EDPM depuis 2019

	2024	2023	2019	évolution 2019-2024
Tués	45	44	10	+ 35
Blessés estimés	21 000	17 500	4 500	x 5

Inciter, encourager et imposer

- **Le code de l'environnement fixe des obligations aux gestionnaires de voiries :**
 - **L228-2 en urbain**
 - **L228-3 hors agglomération**
 - **L228-3-1 pour préserver les aménagements existants**

L228-2



Hors
autoroutes et
voies rapides

- **Obligation de faire :**
 - **Réalisation ou rénovation de voie urbaine =>**
 - **Prévoir en fonction des besoins et contraintes de la circulation des aménagements dont la liste est limitative :**
 - Pistes cyclables,
 - Bandes cyclables,
 - Voies vertes,
 - Zones de rencontre,
 - Marquage au sol pour les chaussées à sens unique à une seule file

L228-2

– Si création d’une voie TC en site propre et pas d’emprise suffisante pour créer un aménagement de la liste :

- Possibilité d’ouvrir la voie bus aux cyclistes, sous réserve que sa largeur permette le dépassement d’un cycliste dans les conditions normales de sécurité prévues au code de la route
- Une obligation de faire
- Une loi très directive sur les moyens de répondre à l’obligation

L228-2

- Mise en œuvre de la loi



L228-2

- Mise en œuvre de la loi



L228-3



- **Obligation d'étudier et de publier :**
 - Réalisation ou réaménagement de voie hors agglomération =>
 - Le gestionnaire de voirie évalue le besoin de réalisation d'un aménagement ou d'un itinéraire cyclable ainsi que sa faisabilité technique et financière,
 - Cette évaluation est rendue publique,
 - En cas de besoin avéré, un aménagement ou un itinéraire cyclable est réalisé, sauf impossibilité technique ou financière

L228-3

- **Contraintes :**
 - Étude en lien avec les AOM compétentes,
 - Tenir compte des orientations des plans de mobilité, du SRADET, du schéma national des véloroutes,
 - Pour les aménagements ou itinéraires inscrits dans l'un de ces plans ou schémas, le besoin est avéré,

L228-3-1

- **La continuité des aménagements existants destinés à la circulation des piétons et des cyclistes doit être maintenue à l'issue de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures de transport terrestre ou fluvial**
 - **En cas de besoin avéré**
 - **Besoin considéré non avéré => publication**
 - **Si inscrit dans plans ou schémas => besoin réputé avéré**

Evolution législative envisagée

- **L228-2 :**
 - Renvoyer la liste des aménagements permettant de répondre à l'obligation dans un texte de niveau inférieur (arrêté)
 - Etendre la liste avec des aménagements qui peuvent convenir (zone 30 à faible circulation motorisée, CVCB)
 - Préciser le domaine de pertinence de chaque aménagement selon le niveau de service cyclable attendu et le niveau de trafic motorisé
 - Comment gérer les « écarts / dérogations » ?
 - Impossibilité technique ponctuelle



Evolution législative envisagée

- **L228-3 :**
 - Tenir compte dans l'évaluation d'itinéraires ou aménagements parallèles existant à proximité
 - Possibilité de réaliser l'aménagement cyclable sur une voirie parallèle à proximité, en accord avec le gestionnaire de cette voirie

Développer, entretenir, exploiter

- **Parallèlement à l'extension du réseau cyclable, des points de vigilance :**
 - **Garantir l'attractivité en offrant des niveaux de services et une viabilité adaptés aux usages et au contexte (urbain – hors agglomération)**
 - **Garantir la sécurité, notamment par l'entretien, la surveillance et l'exploitation**
 - **Veiller à la pérennité des investissements**

L'obligation d'entretien normal

Dommages de travaux publics

- L'accident d'un usager d'un ouvrage public peut engager la responsabilité du gestionnaire pour défaut d'entretien normal de l'ouvrage
- Faute présumée du maître d'ouvrage ou du gestionnaire
 - Qui doit apporter la preuve de l'entretien normal pour s'exonérer de sa responsabilité
 - L'usager doit néanmoins apporter la preuve du lien direct entre le dommage subi et l'ouvrage

L'obligation d'entretien normal

Dommages de travaux publics

- **Exonération :**
 - Faute de la victime (imprudence, manque de vigilance, vitesse, etc.)
 - Force majeure (crue soudaine, éboulement, etc.)
 - **Entretien normal**
 - Selon l'information disponible
 - Selon les moyens pouvant être mis en œuvre



L'obligation d'entretien normal

Dommages de travaux publics

- **Exonération :**

- Signalisation appropriée du danger tant qu'il n'est pas possible de le traiter (diligence normale)



Importance du défaut à mettre en regard de la vulnérabilité de l'utilisateur

- PL / VL
- Cycliste
- EDPM

Conclusion

- **Pour :**
 - Garantir l'attractivité en offrant des niveaux de services et un viabilité adaptés aux usages et au contexte (urbain – hors agglomération)
 - Garantir la sécurité, notamment par l'entretien et l'exploitation
 - Veiller à la pérennité des investissements
- **des expériences et des techniques qui vont vous être présentées par les intervenants suivants**

Merci de votre attention

Didier CAUDOUX
DGITM / DMR /ENT
Cité administrative, rue Jules Ferry, Bordeaux
06.33.78.62.47
didier.caudoux@developpement-durable.gouv.fr